



PIECE G-3 : MISE EN COMPATIBILITE DE DOCUMENT D'URBANISME – PLU DE SAINT-BARTHELEMY-DE-VALS



SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION 3

I.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET SOUMIS A ENQUETE3

 I.1.1 Consistance du projet.....3

 I.1.2 Objectifs et enjeux du projet4

 I.1.3 Le projet dans la commune4

I.2 PRESENTATION DU PLU DE SAINT-BARTHELEMY-DE-VALS.....6

I.3 OBJET ET CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE6

 I.3.1 Objet de la mise en compatibilité.....6

 I.3.2 Procédure de mise en compatibilité des documents d’urbanisme6

 I.3.2.1 Avis de l’Autorité environnementale (Ae)6

 I.3.2.2 L’examen conjoint des « personnes publiques associées » (PPA)6

 I.3.2.3 Le rapport de la commission d’enquête7

 I.3.2.4 Avis des communes/EPCI concernés7

 I.3.3 Rappel des textes réglementaires7

II. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D’URBANISME..... 9

II.1 LE REGLEMENT9

 II.1.1 Zone A et secteur Ad.....9

 II.1.2 Secteur Np de la zone N.....9

II.2 LES EMPLACEMENTS RESERVES9

II.3 LES ESPACES BOISES CLASSES10

II.4 LE LINEAIRE VEGETAL A PROTEGER.....10

II.5 LES ORIENTATIONS D’AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION10

II.6 LE PROJET D’AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD).....10

III. MISE EN COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D’URBANISME..... 11

III.1 REGLEMENT DE LA ZONE A11

 III.1.1 Zone A avant mise en compatibilité.....11

 III.1.2 Zone A après mise en compatibilité11

III.2 REGLEMENT DE LA ZONE N14

 III.2.1 Zone N avant mise en compatibilité.....14

 III.2.2 Zone N après mise en compatibilité.....14

I. NOTE DE PRESENTATION

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme est une procédure régie par le code de l'urbanisme conformément aux articles L. 153-54 à 153-59, R. 153-13, R. 153-14 et suivants.

Lorsqu'un projet d'aménagement nécessite une Déclaration d'Utilité Publique (DUP), et que ce projet n'est pas compatible avec le document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune, alors la DUP ne peut intervenir que si l'enquête a porté à la fois sur la DUP et sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme concerné.

La notion de compatibilité est définie par la jurisprudence comme « la non-contrariété avec les options fondamentales » du document d'urbanisme.

La compatibilité est donc remplie à la double condition que :

- l'opération ne soit pas de nature à compromettre le parti d'aménagement retenu par la commune,
- l'opération ne méconnaisse pas les dispositions du/des règlement(s) de la (des) zone(s) dans laquelle (lesquelles) sa réalisation est prévue.

I.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET SOUMIS A ENQUETE

I.1.1 CONSISTANCE DU PROJET

Le projet concerne la création d'un diffuseur sur l'autoroute A7 (Lyon-Marseille), situé sur les communes de Saint-Rambert-d'Albon et d'Albon au niveau du PK30 et Saint-Barthélémy-de-Vals au niveau du PK42 dans le département de la Drôme.

La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par le concessionnaire autoroutier ASF (VINCI Autoroutes). Il est co-financé par ASF et les collectivités : la région Auvergne-Rhône-Alpes, le Conseil Départemental de la Drôme et la Communauté de Communes de Porte de DrômArdèche.

Cet aménagement, inscrit dans la liste des aménagements du 17^{ème} avenant au contrat de plan 2017-2021 (Plan d'Investissement Autoroutier) approuvé par décret du 06/11/2018, consiste en :

- **La création d'un demi-diffuseur Nord, orienté au Sud** et se raccordant à la RN7 au Sud de l'aire de services de Saint-Rambert-d'Albon. Ce demi-diffuseur est situé sur les communes de Saint-Rambert-d'Albon et d'Albon, au niveau du PK30 et ses bretelles se raccordent à la RN7 via un carrefour giratoire à créer. Ce demi-diffuseur est composé d'un nouvel ouvrage franchissant l'A7 et d'une gare de péage bidirectionnelle ;
- **La création d'un demi-diffuseur Sud, orienté au Nord** sur la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals, au niveau du PK42, ses bretelles se raccordent sur la RD112 via un carrefour giratoire existant à l'Est de l'A7 à réaménager et un carrefour giratoire à créer à l'Ouest. Ce demi-diffuseur est composé de deux gares de péage satellite et nécessite le réaménagement de l'ouvrage RD112 franchissant l'A7 (PS428).



Figure 1. Schéma de principe de l'aménagement



Figure 2. Plan de situation du projet

I.1.2 OBJECTIFS ET ENJEUX DU PROJET

Le projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche est motivé par la création d'un nouveau système d'échanges avec l'autoroute A7 sur sa plus longue section sans échangeur (32km) entre Chanas (diffuseur n°12 au PR24) et Tain-l'Hermitage (diffuseur n°13 au PR56).

Ce projet est un levier important de développement économique, d'attractivité touristique, d'aménagement et d'équilibre des territoires, d'environnement et de vie quotidienne des habitants. Il répond à des enjeux multiples, à savoir :

- Des enjeux économiques : le projet renforce l'accessibilité de la ZAC Axe 7 et son développement, tout comme il bénéficiera à la zone industrialo-portuaire (ZIP) Inspira de Salaise-Sablons, ainsi qu'à toutes les entreprises déjà présentes sur le territoire,
- Des enjeux touristiques : le projet est un moteur de développement du tourisme (notamment par exemple pour la Tour d'Albon, le Palais Idéal du Facteur Cheval, la Ferme de Marthe Robin, l'hôtellerie etc) et des activités de loisir,
- Des enjeux de déplacement : le projet permettra une meilleure desserte locale avec un désenclavement du territoire (vallées de la Galaure et de la Valloire) et un renforcement de la connexion entre le bassin d'Annonay et le territoire de Beaupaire à la Vallée du Rhône et de décongestionner la RN7 et les sorties autoroutières de Chanas et Tain l'Hermitage.

Les objectifs visés par la création d'un diffuseur autoroutier sur le territoire de la communauté de communes de Porte de DrômArdèche sont donc de :

- Désenclaver le territoire en facilitant l'accès à l'autoroute et mieux desservir les vallées de la Galaure, de la Valloire et de l'Herbasse,
- Fluidifier les déplacements sur le réseau secondaire, notamment la RN7, et au niveau des échangeurs de Chanas et de Tain-l'Hermitage,
- Renforcer l'attractivité économique du territoire en facilitant les déplacements du quotidien, la circulation de marchandises et l'accès aux sites touristiques.

Il s'agit donc d'offrir à l'ensemble des habitants du territoire et aux acteurs économiques des temps de trajet réduits et une connexion ainsi renforcée entre les vallées du Rhône, de la Galaure, de la Valloire et de l'Herbasse.

I.1.3 LE PROJET DANS LA COMMUNE

Le demi-diffuseur Sud s'implante sur la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals.

Au niveau du demi-diffuseur Sud, le projet consiste en la réalisation des aménagements suivants :

- Création d'une bretelle d'entrée en insertion en direction de Lyon raccordée à la RD112 par un giratoire existant (ajout d'une branche) et équipée d'une gare de péage à 2 voies associée à une halte simple pour les poids lourds,

- Création d'une bretelle de sortie en déboitement depuis Lyon raccordée à la RD112 par l'intermédiaire d'un giratoire à 3 branches à créer et équipée d'une gare de péage à 3 voies associée à une halte simple pour les poids lourds,
- Signalisation verticale liée au demi-diffuseur,
- Mesures environnementales associées au projet.



Figure 3. Demi-diffuseur Sud

Les mesures environnementales envisagées pour le projet consistent à :

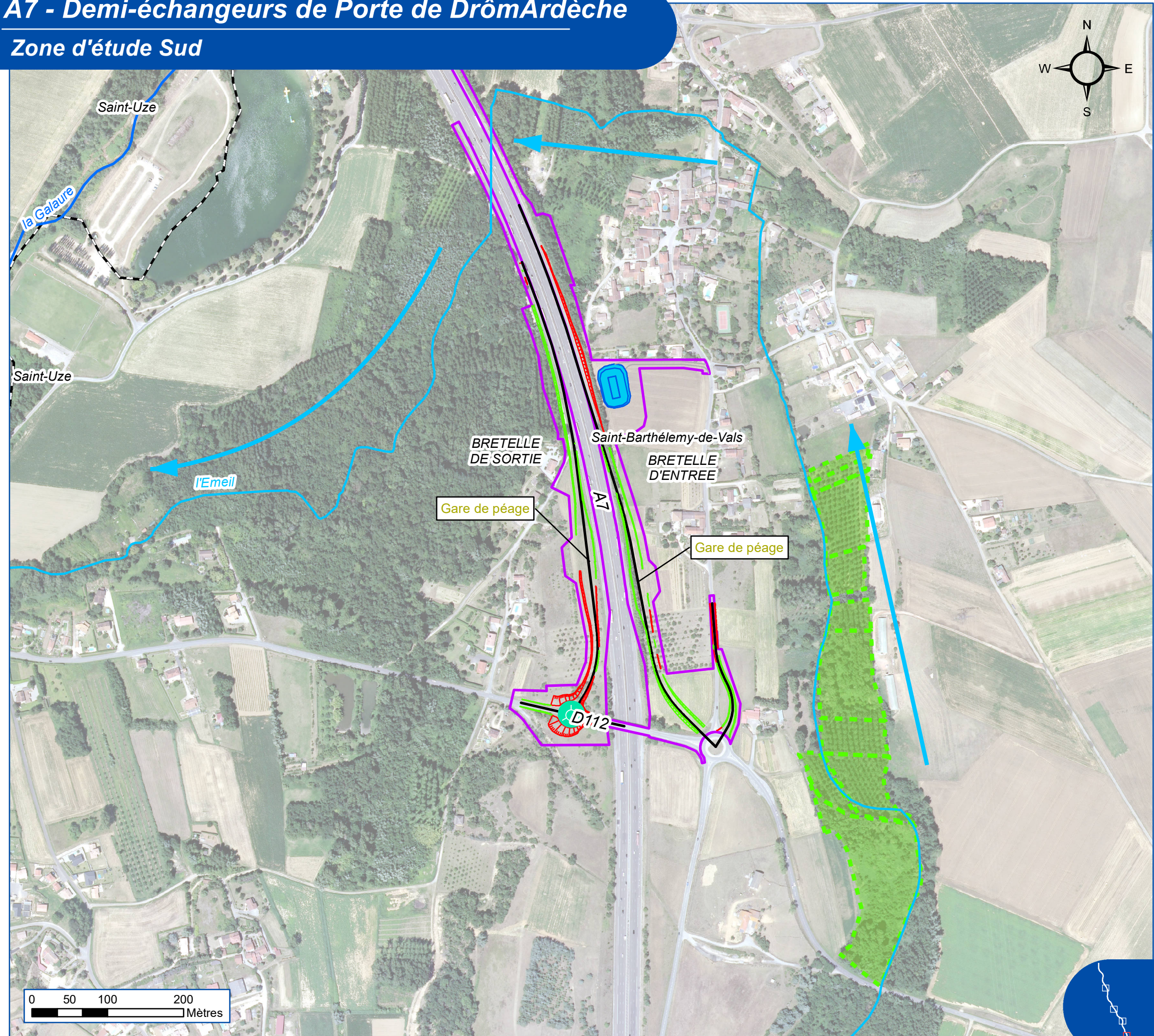
- assurer une protection des eaux superficielles et souterraines, au travers de la mise en place d'un système d'écroulement et d'assainissement composé de fossés associés à des bassins multifonctions qui favorisent le traitement des eaux des bretelles avant rejet dans le milieu naturel,
- conserver les milieux naturels et les espèces à enjeux écologiques de faune et de flore et compenser les impacts résiduels par des mesures de restauration et de création de zones humides et de milieux écologiques,
- limiter les nuisances acoustiques via la création de dispositifs acoustiques,
- réaliser des travaux d'aménagements paysagers afin de bien intégrer le projet ainsi que ses équipements spécifiques dans le site.

Le site de mesures compensatoires en faveur des zones humides défini pour le projet s'implante également sur la commune de Saint-Barthélemy-de-Vals. Les opérations menées sur ce site consisteront en la renaturation des milieux humides actuellement dégradés.

L'extrait du Plan Général des Travaux présenté en page suivante, localise les travaux prévus sur la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals.

A7 - Demi-échangeurs de Porte de DrômArdèche

Zone d'étude Sud



Légende

- Limites communales
- Emprises nécessaires aux travaux
- Cours d'eau
 - Cours d'eau principal
 - Cours d'eau secondaire
 - Sens d'écoulement des eaux
- Aménagements projet
 - Tracé projet
 - Remblais
 - Déblais
 - Mur de soutènement
 - Bassin à créer
 - Ouvrage d'art à créer
 - Giratoire à créer
 - Zones compensatoires

I.2 PRESENTATION DU PLU DE SAINT-BARTHELEMY-DE-VALS

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Barthelemy-de-Vals, approuvé le 21 mars 2014, est depuis le 1er mai 2014, le document d'urbanisme en vigueur sur cette commune.

Il a fait l'objet de 2 modifications simplifiées approuvées respectivement le 22 mai 2016 et le 31 mai 2021.

Le dossier du PLU comprend les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation,
- Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP),
- Le règlement écrit et graphique,
- Les annexes.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est orienté selon 5 axes principaux :

- Axe n°1 : Maîtriser la croissance urbaine et adapter l'offre d'habitat aux besoins des saint-barthélémiens,
- Axe n°2 : Concevoir un développement urbain qui s'appuie en priorité sur le cœur du village et les principaux hameaux, dans le respect de principes d'aménagement durables,
- Axe n°3 : Favoriser les continuités environnementales, préserver les équilibres paysagers et tenir compte des risques,
- Axe n°4 : Développer une offre de mobilité multimodale adaptée aux besoins et répondre aux enjeux prioritaires par des objectifs cibles,
- Axe n°5 : Inscire durablement la commune dans la dynamique économique locale.

Le PLU définit 6 Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP), mais aucune ne concerne le secteur du projet de demi-échangeur Sud.

I.3 OBJET ET CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

I.3.1 OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Le présent dossier, établi conformément aux articles L. 153-54 à L. 153-59, R. 153-13 et R. 153-14 du code de l'urbanisme, traite de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Barthelemy-de-Vals, nécessaire au projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche.

D'un point de vue technique, le document d'urbanisme doit intégrer l'opération à venir, afin de préserver l'espace nécessaire à son implantation face à d'autres projets d'aménagement. Ainsi, tout nouveau projet de développement communal ou d'aménagement d'infrastructure soumis au document d'urbanisme prendra en compte l'opération afin de ne pas compromettre la réalisation.

I.3.2 PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

La procédure de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme s'organise en même temps que la procédure de déclaration d'utilité publique du projet, à laquelle elle est directement rattachée.

Le schéma ci-dessous synthétise les 4 étapes de la procédure de mise en compatibilité, et son articulation dans le temps avec la procédure de déclaration d'utilité publique du projet. Ces 4 étapes sont également explicitées ci-après.



Figure 4. Schéma de la procédure

I.3.2.1 Avis de l'Autorité environnementale (Ae)

Tout projet soumis à évaluation environnementale doit faire l'objet d'un avis de l'autorité environnementale.

Pour le projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionnée à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, est la formation d'Autorité environnementale (Ae) de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD).

L'avis rendu par l'AE-IGEDD porte sur la qualité de l'évaluation environnementale faite par le Maître d'Ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par ce projet. Il vise également à garantir la bonne information du public sur les enjeux environnementaux et sanitaires.

I.3.2.2 L'examen conjoint des « personnes publiques associées » (PPA)

Préalablement à l'enquête publique, une réunion « d'examen conjoint » avec les Personnes Publiques Associées est organisée, conformément à l'article L. 153-52 du code de l'urbanisme. La réunion d'examen conjoint se déroule en présence de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées prévues aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

À l'issue de la réunion d'examen conjoint, un procès-verbal est rédigé et joint au dossier de mise en compatibilité.

À compter de la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête, et jusqu'à la déclaration d'utilité publique, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité.

I.3.2.3 Le rapport de la commission d'enquête

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête précisent les échanges et observations émises, durant la procédure d'enquête publique, sur l'ensemble des thématiques dont la mise en compatibilité. La commission d'enquête donne également son avis sur les modalités proposées pour la mise en compatibilité.

I.3.2.4 Avis des communes/EPCI concernés

Lorsqu'il reçoit les conclusions de la commission d'enquête, le préfet chargé de l'organisation de l'enquête publique transmet, pour avis, à la commune ou à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent :

- le dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique (R. 153-14 du code de l'urbanisme),
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint,
- le rapport et les conclusions de la commission d'enquête.

La commune ou l'établissement consulté dispose alors d'un délai de deux mois pour émettre cet avis. À défaut, ce dernier sera réputé favorable.

La mise en compatibilité du document d'urbanisme devient exécutoire dès lors que la déclaration d'utilité publique est publiée, conformément aux dispositions de l'article L. 153-58 du code de l'urbanisme.

I.3.3 RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES

La procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme est mise en œuvre conformément aux articles suivants du code de l'urbanisme, dont des extraits sont rappelés ci-après :

❖ Article L. 153-54 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, [...], et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

❖ Article L. 153-55 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

[...]

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. »

❖ Article L. 153-56 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, [...] le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité. »

❖ Article L. 153-57 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Émet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, [...]. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ; [...] »

❖ Article L. 153-58 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ; [...] »

❖ Article L. 153-59 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)

« L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. [...] »

4° Au Journal officiel de la République française, lorsqu'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. »

❖ **Article R. 153-13 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)**

« Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévue par les articles L. 153-49 et L. 153-54, cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique. »

❖ **Article R. 153-14 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2018-617 du 17 juillet 2018)**

« Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable. »

❖ **Article R. 153-20 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021)**

« Font l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 : [...]

3° Le décret ou l'arrêté prononçant la déclaration d'utilité publique prévue à l'article L. 153-58 ; [...]

6° La décision mentionnée à l'article R. 104-33, en cas de modification ou de mise en compatibilité, de réaliser ou non une évaluation environnementale. »

❖ **Article R. 153-21 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021)**

« Tout acte mentionné à l'article R. 153-20 est affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, à l'exception de la décision mentionnée au 6° de l'article R. 153-20.

Il est en outre publié :

1° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus ;

2° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales, s'il existe, lorsqu'il s'agit d'une délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale comportant au moins une commune de 3 500 habitants et plus ;

3° Au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ;

II. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

Le présent chapitre analyse la compatibilité du projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune Saint-Barthelemy-de-Vals.

La surface d'emprise retenue pour la mise en compatibilité correspond à la bande soumise à enquête publique. Celle-ci comprend les emprises strictes du projet et celles nécessaires à la réalisation des travaux. Sont également ajoutées les emprises nécessaires à la mesure compensatoire située sur la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals.

II.1 LE REGLEMENT

Le projet de demi-diffuseur Sud de Porte de DrômArdèche localisé intégralement sur la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals, traverse plusieurs zonages du PLU de cette commune, à savoir :

- La zone A et le secteur Ad : zone agricole,
- Le secteur Np de la zone N : zone naturelle et forestière.

II.1.1 ZONE A ET SECTEUR AD

La zone A recouvre les espaces, équipés ou non, à protéger en raison de la richesse des terres agricoles qu'elle soit de nature agronomique, biologique ou économique.

Elle comprend un secteur Ad faisant l'objet de prescriptions spécifiques liées l'interdiction de réaliser des installations classées pour l'environnement soumises à autorisation.

Le règlement de la zone A et du secteur Ad admet dans son article A 2 « OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES », sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone, notamment :

- « les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone,
- les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics. »

Le projet de demi-diffuseur Sud impacte des surfaces naturelles, forestières ou agricoles le long de l'autoroute A7 et sur des surfaces relativement réduites (5,5 ha) et ne remet donc pas en cause le caractère de la zone.

Le projet de demi-diffuseur Sud étant un équipement technique mais pas nécessairement implanté par des impératifs techniques d'exploitation dans ce secteur, le règlement de la zone A et du secteur Ad ne l'autorise pas explicitement.

Une mise en compatibilité des règlements de la zone A et du secteur Ad sont donc nécessaires.

II.1.2 SECTEUR Np DE LA ZONE N

La zone N regroupe les zones naturelles et forestières, et recouvre des secteurs, équipés ou non, de nature variée à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique.

Elle comprend en particulier le secteur Np, qui correspond à un secteur à protéger en raison de la valeur écologique des espaces naturels (en particulier les zones humides).

Le règlement de la zone N admet dans son article N 2 « OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES », notamment :

- « les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone, à l'exception du secteur Np,
- les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier) à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics, à l'exception du secteur Np soumis à des conditions particulières. »

Dans le secteur Np, l'article N 2 précise que sont autorisés les installations et ouvrages d'intérêt général liés à la sécurité, à la salubrité, aux réseaux d'utilité publique (y compris les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative.

Le projet de demi-diffuseur Sud étant un équipement technique mais pas nécessairement implanté par des impératifs techniques d'exploitation dans cette zone, le règlement du secteur Np ne l'autorise pas explicitement. De plus, dans le secteur Np, les affouillements et exhaussements de sol ne sont pas autorisés.

Une mise en compatibilité du règlement du secteur Np de la zone N est donc nécessaire.

Le site de mesures compensatoires en faveur des zones humides défini dans le cadre du projet s'implante également dans le secteur Np. Les travaux de mesures compensatoires y sont autorisés en tant que « *travaux de restauration et de réhabilitation des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles* ».

II.2 LES EMPLACEMENTS RESERVES

Aucun emplacement réservé du PLU de Saint-Barthelemy-de-Vals n'est intercepté par le projet de demi-diffuseur Sud de Porte de DrômArdèche.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.

II.3 LES ESPACES BOISES CLASSES

Aucun Espace Boisé Classé (EBC) du PLU de Saint-Barthelemy-de-Vals n'est intercepté par le projet de demi-diffuseur Sud de Porte de DrômArdèche.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.

II.4 LE LINEAIRE VEGETAL A PROTEGER

Aucun linéaire végétal à protéger du PLU de Saint-Barthelemy-de-Vals n'est intercepté par le projet de demi-diffuseur Sud de Porte de DrômArdèche.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.

II.5 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Aucune Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) définie dans le PLU de Saint-Barthelemy-de-Vals, ne recoupe l'emprise du projet de demi-échangeur Sud.

Aucune mise en compatibilité n'est donc nécessaire.

II.6 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est orienté selon 5 axes principaux :

- Axe n°1 : Maîtriser la croissance urbaine et adapter l'offre d'habitat aux besoins des saint-barthélémiens,
- Axe n°2 : Concevoir un développement urbain qui s'appuie en priorité sur le cœur du village et les principaux hameaux, dans le respect de principes d'aménagement durables,
- Axe n°3 : Favoriser les continuités environnementales, préserver les équilibres paysagers et tenir compte des risques,
- Axe n°4 : Développer une offre de mobilité multimodale adaptée aux besoins et répondre aux enjeux prioritaires par des objectifs cibles,
- Axe n°5 : Inscrire durablement la commune dans la dynamique économique locale.

Le projet de diffuseur ne vient pas contredire ces différentes orientations du PADD, puisqu'il a pour objet d'améliorer l'accessibilité au territoire, et intègre la mise en place de mesures d'insertion environnementale et paysagère préservant le cadre de vie des riverains.

Aucune mise en compatibilité n'est donc nécessaire.

III. MISE EN COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

La mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals vise à intégrer une modification textuelle du règlement des zonages incompatibles avec le projet.

Le règlement graphique n'est donc pas changé mais le règlement des zones A et N est modifié.

Les paragraphes suivants présentent le règlement des zones A et N avant mise en compatibilité puis après mise en compatibilité, en faisant apparaître en surligné en gris les parties mises en compatibilité.

III.1 REGLEMENT DE LA ZONE A

III.1.1 ZONE A AVANT MISE EN COMPATIBILITE

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

La **zone A** recouvre les espaces, équipés ou non, à protéger en raison de la richesse des terres agricoles qu'elle soit de nature agronomique, biologique ou économique.

Elle comprend un secteur Ad faisant l'objet de prescriptions spécifiques liées l'interdiction de réaliser des installations classées pour l'environnement soumises à autorisation.

Article A 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol, à l'exception de celles mentionnées à l'article A 2.

Sont notamment interdits les parcs photovoltaïques au sol.

Article A 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Dans la zone A, sont seuls autorisés sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :

- Les constructions et installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole* **à condition** que les constructions s'implantent à proximité immédiate du siège d'exploitation, de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation, et ce sauf contrainte technique ou réglementaire ou cas exceptionnel dûment justifié ;

* L'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique d'une superficie pondérée au moins égale à la moitié de la Surface Minimum d'Installation sur laquelle est exercée une activité agricole telle que définie à l'article L311-1 du Code Rural.

III.1.2 ZONE A APRES MISE EN COMPATIBILITE

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

La **zone A** recouvre les espaces, équipés ou non, à protéger en raison de la richesse des terres agricoles qu'elle soit de nature agronomique, biologique ou économique.

Elle comprend un secteur Ad faisant l'objet de prescriptions spécifiques liées l'interdiction de réaliser des installations classées pour l'environnement soumises à autorisation.

Article A 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol, à l'exception de celles mentionnées à l'article A 2.

Sont notamment interdits les parcs photovoltaïques au sol.

Article A 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Dans la zone A, sont seuls autorisés sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone :

- Les constructions et installations, y compris classées, nécessaires à l'exploitation agricole* **à condition** que les constructions s'implantent à proximité immédiate du siège d'exploitation, de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation, et ce sauf contrainte technique ou réglementaire ou cas exceptionnel dûment justifié ;

* L'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique d'une superficie pondérée au moins égale à la moitié de la Surface Minimum d'Installation sur laquelle est exercée une activité agricole telle que définie à l'article L311-1 du Code Rural.

- Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 33 % de la surface totale* initiale **à condition** que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions) ;
* Surface de plancher définie à l'article R112-2 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules
- Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, **sous réserve** que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine) ;
- La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m² ;
- Les affouillements et exhaussements du sol **à condition** qu'ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ;
- Les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), **à condition** qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- Le changement de destination à des fins d'habitation, des bâtiments agricoles identifié sur les documents graphiques du règlement, **à condition** de respecter les dispositions de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme et **à condition** que la capacité des réseaux, notamment d'assainissement, soit suffisante ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone à condition que sa destination au moment du sinistre soit conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone.

Dans le secteur Ad, sont seuls autorisés et soumis à condition :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole* **à condition** que les constructions s'implantent à proximité immédiate du siège d'exploitation, de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation, et ce sauf contrainte technique ou réglementaire ou cas exceptionnel dûment justifié. Les installations classées sont autorisées **à condition** d'être soumises à déclaration (les ICPE soumises à autorisation sont interdites) ;
* L'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique d'une superficie pondérée au moins égale à la moitié de la Surface Minimum d'Installation sur laquelle est exercée une activité agricole telle que définie à l'article L311-1 du Code Rural.
- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 33 % de la surface totale* initiale **à condition** que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions) ;
* Surface de plancher définie à l'article R112-2 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules
- Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, **sous réserve** que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine) ;

- Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 33 % de la surface totale* initiale **à condition** que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions) ;
* Surface de plancher définie à l'article R112-2 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules
- Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, **sous réserve** que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine) ;
- La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m² ;
- Les affouillements et exhaussements du sol **à condition** qu'ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ;
- Les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), **à condition** qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- Le changement de destination à des fins d'habitation, des bâtiments agricoles identifié sur les documents graphiques du règlement, **à condition** de respecter les dispositions de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme et **à condition** que la capacité des réseaux, notamment d'assainissement, soit suffisante ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone à condition que sa destination au moment du sinistre soit conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone ;
- Les ouvrages, constructions, installations, affouillements et exhaussements de sol liés au diffuseur autoroutier de Porte de DrômArdèche et aux mesures de compensation associées

Dans le secteur Ad, sont seuls autorisés et soumis à condition :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole* **à condition** que les constructions s'implantent à proximité immédiate du siège d'exploitation, de manière à former un ensemble cohérent avec les autres bâtiments de l'exploitation, et ce sauf contrainte technique ou réglementaire ou cas exceptionnel dûment justifié. Les installations classées sont autorisées **à condition** d'être soumises à déclaration (les ICPE soumises à autorisation sont interdites) ;
* L'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique d'une superficie pondérée au moins égale à la moitié de la Surface Minimum d'Installation sur laquelle est exercée une activité agricole telle que définie à l'article L311-1 du Code Rural.
- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 33 % de la surface totale* initiale **à condition** que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions) ;
* Surface de plancher définie à l'article R112-2 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules

- Les affouillements et exhaussements du sol **à condition** qu'ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), **à condition** qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- Le changement de destination à des fins d'habitation, des bâtiments agricoles identifié sur les documents graphiques du règlement, **à condition** de respecter les dispositions de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme et **à condition** que la capacité des réseaux, notamment d'assainissement, soit suffisante ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone à condition que sa destination au moment du sinistre soit conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone.

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant l'emprise des secteurs à risque du PPRI (plan de prévention des risques d'inondation), il convient de **se reporter au règlement du PPRI annexé au PLU** pour connaître les dispositions applicables en matière d'autorisations et de prescriptions.

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant les risques naturels d'inondation de type ruissellement, en dehors de l'emprise des secteurs à risque du PPRI, les constructions sont autorisées **à condition** qu'elles soient réalisées sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable et que le premier plancher des constructions soit réalisé à 0,70 m au-dessus du terrain naturel.

En-delà des zones à risques délimitées dans le plan de zonage par des trames de couleur, les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins font l'objet de prescriptions spécifiques. Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25000ème ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés). Dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravins (pour limiter les risques liés à l'érosion des berges) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages dont la surface sera limitée à 20 m²,
- Autorisation d'extensions limitées (20 m²) des constructions existantes, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locale.

- Les annexes – non accolées – aux habitations existantes, **sous réserve** que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine) ;
- Les affouillements et exhaussements du sol **à condition** qu'ils sont nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.

Les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), **à condition** qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;

- Le changement de destination à des fins d'habitation, des bâtiments agricoles identifié sur les documents graphiques du règlement, **à condition** de respecter les dispositions de l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme et **à condition** que la capacité des réseaux, notamment d'assainissement, soit suffisante ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone à condition que sa destination au moment du sinistre soit conservée ou conforme aux occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone ;

- Les ouvrages, constructions, installations, affouillements et exhaussements de sol liés au diffuseur autoroutier de Porte de DrômArdèche et aux mesures de compensation associées.

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant l'emprise des secteurs à risque du PPRI (plan de prévention des risques d'inondation), il convient de **se reporter au règlement du PPRI annexé au PLU** pour connaître les dispositions applicables en matière d'autorisations et de prescriptions.

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant les risques naturels d'inondation de type ruissellement, en dehors de l'emprise des secteurs à risque du PPRI, les constructions sont autorisées **à condition** qu'elles soient réalisées sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable et que le premier plancher des constructions soit réalisé à 0,70 m au-dessus du terrain naturel.

En-delà des zones à risques délimitées dans le plan de zonage par des trames de couleur, les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins font l'objet de prescriptions spécifiques. Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25000ème ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés). Dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravins (pour limiter les risques liés à l'érosion des berges) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages dont la surface sera limitée à 20 m²,
- Autorisation d'extensions limitées (20 m²) des constructions existantes, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locale.

III.2 REGLEMENT DE LA ZONE N

III.2.1 ZONE N AVANT MISE EN COMPATIBILITE

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

La zone N regroupe les zones naturelles et forestières, et recouvre des secteurs, équipés ou non, de nature variée à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique.

Elle comprend trois secteurs :

- ✓ Ne : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels les équipements légers de service public ou d'intérêt collectif sont autorisés ;
- ✓ Np : secteur à protéger en raison de la valeur écologique des espaces naturels (en particulier les zones humides) ;
- ✓ NL : secteur où les activités de loisirs de baignade sont autorisées ;
- ✓ Nm : secteur où l'aménagement de terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés est autorisé.

La zone N comprend également un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) Nc permettant l'implantation d'un local lié à l'activité cynégétique.

Article N 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol, à l'exception de celles mentionnées à l'article N 2.

Sont notamment interdites les constructions à usage d'habitation et les parcs photovoltaïques au sol.

Article N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Dans la zone N, sont autorisés et soumis à condition :

- Les constructions et occupations du sol nécessaires à l'exploitation forestière*, à l'exception des secteurs Ne, Np, NL et Nm.
* L'exploitation forestière comprend les activités liées à la production de bois brut pour les industries forestières de transformation, la production de bois utilisé sous une forme brute, comme le bois de mine, les pieux de clôtures et les poteaux électriques, la production de bois à des fins énergétiques, la production de résidus de l'exploitation à des fins énergétiques, la fabrication de charbon de bois en forêt, en utilisant des méthodes traditionnelles.
- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 33 % de la surface totale* initiale à **condition** que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions) ;
* Surface de plancher définie à l'article R112-2 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules

III.2.2 ZONE N APRES MISE EN COMPATIBILITE

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

La zone N regroupe les zones naturelles et forestières, et recouvre des secteurs, équipés ou non, de nature variée à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt esthétique, historique, écologique.

Elle comprend trois secteurs :

- ✓ Ne : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels les équipements légers de service public ou d'intérêt collectif sont autorisés ;
- ✓ Np : secteur à protéger en raison de la valeur écologique des espaces naturels (en particulier les zones humides) ;
- ✓ NL : secteur où les activités de loisirs de baignade sont autorisées ;
- ✓ Nm : secteur où l'aménagement de terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés est autorisé.

La zone N comprend également un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) Nc permettant l'implantation d'un local lié à l'activité cynégétique.

Article N 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol, à l'exception de celles mentionnées à l'article N 2.

Sont notamment interdites les constructions à usage d'habitation et les parcs photovoltaïques au sol.

Article N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Dans la zone N, sont autorisés et soumis à condition :

- Les constructions et occupations du sol nécessaires à l'exploitation forestière*, à l'exception des secteurs Ne, Np, NL et Nm.
* L'exploitation forestière comprend les activités liées à la production de bois brut pour les industries forestières de transformation, la production de bois utilisé sous une forme brute, comme le bois de mine, les pieux de clôtures et les poteaux électriques, la production de bois à des fins énergétiques, la production de résidus de l'exploitation à des fins énergétiques, la fabrication de charbon de bois en forêt, en utilisant des méthodes traditionnelles.
- L'extension des constructions à usage d'habitation existantes à la date d'approbation du PLU dans la limite de 33 % de la surface totale* initiale à **condition** que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface totale de la construction après travaux n'excède pas 250 m² (existant + extensions) ;
* Surface de plancher définie à l'article R112-2 du code de l'urbanisme, augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules

- Les annexes - non accolées - aux habitations existantes, **sous réserve** que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine) ;
- La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m² ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone ;
- Les affouillements et exhaussements du sol **à condition** qu'ils soient nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone, à l'exception du secteur Np ;
- Les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier) **à condition** qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics, à l'exception du secteur Np soumis à des conditions particulières.

Dans le secteur Ne, sont en outre autorisés et soumis à condition :

- La création d'équipements légers et l'extension des constructions et installations de service public ou d'intérêt collectif, **à condition** d'être limitée à 33% de la surface de plancher des constructions existantes avant travaux.

Dans le secteur Nm, sont en outre autorisés et soumis à condition :

- L'aménagement de terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés, ainsi que les constructions légères liées à l'activité du site et dont la superficie est inférieure à 40 m², **à condition** de ne pas porter atteinte à la protection des milieux naturels.

Dans le secteur NL, sont autorisés :

- Les constructions, ouvrages techniques et installations classées nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif, ainsi que les ouvrages techniques liés aux réseaux d'intérêt collectif (et les réseaux d'intérêt collectif) **à condition** de ne pas porter atteinte aux paysages, à l'environnement, à la sécurité ou à la salubrité publique,
- L'aménagement sans changement de destination et l'extension des constructions existantes,
- Les aires de jeux ouvertes au public et leurs annexes,
- Les aires de stationnement,
- Les équipements sportifs et de loisirs et leurs annexes.

Dans le secteur Np, sont en outre autorisés et soumis à condition :

- Les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, **à condition** que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers et cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants, les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, etc.) ;
- Les travaux de restauration et de réhabilitation des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles ;
- Les installations et ouvrages d'intérêt général liés à la sécurité, à la salubrité, aux réseaux d'utilité publique (y compris les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative.

- Les annexes - non accolées - aux habitations existantes, **sous réserve** que ces annexes soient implantées à une distance maximale de 20 mètres du bâtiment principal de l'habitation dont elles dépendent, dans la limite de 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol (total des annexes hors piscine) ;
- La superficie du bassin de la piscine est limitée à 50 m² ;
- La reconstruction à l'identique après sinistre, non dû à des risques naturels majeurs, est autorisée dans la limite de la surface de plancher existante au moment du sinistre sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone ;
- Les affouillements et exhaussements du sol **à condition** qu'ils soient nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone, à l'exception du secteur Np ;
- Les équipements techniques (lignes électriques, transformateurs, réseaux, ... ainsi que les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier) **à condition** qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics, à l'exception du secteur Np soumis à des conditions particulières.

Dans le secteur Ne, sont en outre autorisés et soumis à condition :

- La création d'équipements légers et l'extension des constructions et installations de service public ou d'intérêt collectif, **à condition** d'être limitée à 33% de la surface de plancher des constructions existantes avant travaux.

Dans le secteur Nm, sont en outre autorisés et soumis à condition :

- L'aménagement de terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés, ainsi que les constructions légères liées à l'activité du site et dont la superficie est inférieure à 40 m², **à condition** de ne pas porter atteinte à la protection des milieux naturels.

Dans le secteur NL, sont autorisés :

- Les constructions, ouvrages techniques et installations classées nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif, ainsi que les ouvrages techniques liés aux réseaux d'intérêt collectif (et les réseaux d'intérêt collectif) **à condition** de ne pas porter atteinte aux paysages, à l'environnement, à la sécurité ou à la salubrité publique,
- L'aménagement sans changement de destination et l'extension des constructions existantes,
- Les aires de jeux ouvertes au public et leurs annexes,
- Les aires de stationnement,
- Les équipements sportifs et de loisirs et leurs annexes.

Dans le secteur Np, sont en outre autorisés et soumis à condition :

- Les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, **à condition** que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers et cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants, les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, etc.) ;
- Les travaux de restauration et de réhabilitation des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles ;
- Les installations et ouvrages d'intérêt général liés à la sécurité, à la salubrité, aux réseaux d'utilité publique (y compris les équipements dont l'implantation est commandée par des impératifs techniques d'exploitation du réseau autoroutier), lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative.

Il est rappelé que l'ensemble des travaux de type assèchement, mise en eau, drainage, etc. doivent faire l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau, en application du code de l'environnement.

Dans le STECAL Nc sont autorisées les constructions liées à l'activité cynégétique à condition que l'emprise au sol soit limitée à 60 m².

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant l'emprise des secteurs à risque du PPRI (plan de prévention des risques d'inondation), il convient de **se reporter au règlement du PPRI annexé au PLU** pour connaître les dispositions applicables en matière d'autorisations et de prescriptions.

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant les risques naturels d'inondation de type ruissellement, en dehors de l'emprise des secteurs à risque du PPRI, les constructions sont autorisées à condition qu'elles soient réalisées sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable et que le premier plancher des constructions soit réalisé à 0,70 m au-dessus du terrain naturel.

En-delà des zones à risques délimitées dans le plan de zonage par des trames de couleur, les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins font l'objet de prescriptions spécifiques. Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25000^{ème} ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés). Dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravins (pour limiter les risques liés à l'érosion des berges) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages dont la surface sera limitée à 20 m²,
- Autorisation d'extensions limitées (20 m²) des constructions existantes, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locale.

- Les ouvrages, constructions, installations, affouillements et exhaussements de sol liés au diffuseur autoroutier de Porte de DrômArdèche et aux mesures de compensation associées.

Il est rappelé que l'ensemble des travaux de type assèchement, mise en eau, drainage, etc. doivent faire l'objet d'une autorisation ou d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau, en application du code de l'environnement.

Dans le STECAL Nc sont autorisées les constructions liées à l'activité cynégétique à condition que l'emprise au sol soit limitée à 60 m².

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant l'emprise des secteurs à risque du PPRI (plan de prévention des risques d'inondation), il convient de **se reporter au règlement du PPRI annexé au PLU** pour connaître les dispositions applicables en matière d'autorisations et de prescriptions.

Dans les secteurs délimités aux documents graphiques par une trame spécifique représentant les risques naturels d'inondation de type ruissellement, en dehors de l'emprise des secteurs à risque du PPRI, les constructions sont autorisées à condition qu'elles soient réalisées sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable et que le premier plancher des constructions soit réalisé à 0,70 m au-dessus du terrain naturel.

En-delà des zones à risques délimitées dans le plan de zonage par des trames de couleur, les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins font l'objet de prescriptions spécifiques. Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25000^{ème} ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés). Dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravins (pour limiter les risques liés à l'érosion des berges) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages dont la surface sera limitée à 20 m²,
- Autorisation d'extensions limitées (20 m²) des constructions existantes, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locale.